



Convention sur la diversité biologique

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/7

26 août 2014

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION SUR
LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE SIÉGEANT EN TANT
QUE RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE
CARTAGENA SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES
BIOTECHNOLOGIQUES

Septième réunion

Pyeongchang (République de Corée), 29 septembre-3 octobre 2014

Point 9 de l'ordre du jour provisoire*

**RAPPORT DE SYNTHÈSE SUR LES EXPÉRIENCES ET LES ENSEIGNEMENTS
TIRÉS AU TITRE DE L'APPLICATION DU PROTOCOLE DE CARTAGENA SUR LA
PRÉVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES**

Note du Secrétaire exécutif

INTRODUCTION

1. Le deuxième exercice d'évaluation et d'examen de l'efficacité du Protocole¹ qui a été examiné par la Conférence des Parties siégeant en tant que Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques à sa sixième réunion a noté que des progrès avaient certes été accomplis pour ce qui est de l'application du Protocole mais que plusieurs obstacles en avaient empêché son application intégrale au niveau national. Au nombre de ces obstacles figurent le manque de ressources humaines, techniques et financières, la faible prise de conscience par le public et les dirigeants des questions de prévention des risques biotechnologiques, et l'intégration limitée des considérations de prévention des risques biotechnologiques dans les politiques, plans et programmes sectoriels et intersectoriels, y compris les stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique (SPANB), les plans nationaux de développement et les politiques et programmes de coopération au développement.

2. À sa réunion tenue le 6 octobre 2013 à Montréal, le Bureau de la sixième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques (CdP-RdP 6) a fait sienne une proposition du Secrétaire exécutif de convoquer durant la CdP-RdP 7 une session extraordinaire sur l'application du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques. Cette session extraordinaire a pour but d'offrir une plateforme pour partager des opinions, des données d'expérience et des enseignements tirés, y compris les difficultés rencontrés, dans le cadre de l'application du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques. Elle permettra en particulier aux Parties de partager des données d'expérience et des vues sur l'intégration de la prévention des risques biotechnologiques dans les SPANB et les politiques,

* UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/1.

¹ UNEP/CBD/BS/COP-MOP/6/17/Add.1

plans et programmes nationaux de développement ainsi que sur la mobilisation de ressources additionnelles pour faire avancer le Protocole de Cartagena au niveau national conformément au Plan stratégique 2011-2020 pour le Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques comme l'a instamment recommandé la CdP-RdP dans les paragraphes 2 a) et 2 b) de sa décision BS-V/16.

3. En prévision de la session extraordinaire, un "Forum de discussions en ligne sur l'application du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques" a eu lieu du 26 mai au 13 juin 2014 par le truchement du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques pour permettre un échange de vues, de données d'expérience et d'enseignements tirés². Ce forum a été dirigé par Malta Qwathekana (Afrique du Sud) et Daniel Lewis (Grenade). Un total de 28 participants a pris part aux discussions; 25 de 21 Parties et 3 d'organisations ont affiché au total 151 messages. En outre, à sa dixième réunion tenue du 7 au 9 avril 2014 à Budapest (Hongrie), le groupe de liaison sur le renforcement des capacités pour la prévention des risques biotechnologiques a examiné la question du renforcement des capacités pour l'intégration de mesures nationales d'application du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques dans les stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique et les politiques et plans et programmes nationaux de développement ainsi que pour la mobilisation de ressources additionnelles à l'appui de l'application nationale du Protocole.

4. La présente note contient une synthèse des résultats pertinents du forum de discussions en ligne et de la dixième réunion du groupe de liaison sur le renforcement des capacités pour la prévention des risques biotechnologiques. La section I résume les expériences, les obstacles rencontrés et les enseignements tirés en matière d'intégration de la prévention des risques biotechnologiques dans les SPANB et les plans nationaux de développement ainsi que les outils et stratégies propres à renforcer l'intégration de la prévention des risques biotechnologiques dans les SPANB et les plans nationaux de développement. La section II résume les résultats des discussions en ligne sur la mobilisation des ressources nécessaires pour faire avancer l'application du Protocole au niveau national. La section III décrit les résultats de la dixième réunion du groupe de liaison sur le renforcement des capacités pour la prévention des risques biotechnologiques ainsi que les recommandations de la cinquième réunion du groupe spécial à composition non limitée sur l'examen de l'application de la Convention sur la diversité biologique à la douzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention concernant le Protocole. La dernière section donne un aperçu des observations et recommandations de caractère général qui se sont dégagées du forum de discussions en ligne.

I. EXPÉRIENCES ET ENSEIGNEMENTS TIRÉS EN MATIÈRE D'INTÉGRATION DE LA PRÉVENTION DES RISQUES DANS LES STRATÉGIES ET PLANS D'ACTION NATIONAUX POUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE ET LES PLANS NATIONAUX DE DÉVELOPPEMENT

5. Dans le paragraphe 2 de la décision BS-V/16, la réunion des Parties au Protocole a invité les Parties, les autres gouvernements et les organisations internationales concernées à réviser et aligner leurs programmes et plans d'action nationaux d'intérêt pour l'application du Protocole, y compris leurs stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique, en fonction du Plan stratégique 2011-2020 pour le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques et à allouer les ressources humaines et financières nécessaires afin d'accélérer l'application du Plan stratégique.

6. Durant le "Forum de discussions en ligne sur l'application du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques", plusieurs participants ont échangé des informations sur l'expérience et les enseignements tirés en matière d'intégration de la prévention des risques biotechnologiques dans les SPANB et les plans nationaux de développement. Cela comprenait des informations concernant les principaux obstacles et défis rencontrés, les avantages potentiels de cette

² Les contributions au Forum des discussions en ligne sont disponibles à l'adresse suivante : http://bch.cbd.int/onlineconferences/portal_art22/cbforum2014.shtml.

intégration ainsi que les outils, les approches et les mécanismes utilisés. Les participants ont également débattu des mesures à prendre pour renforcer les capacités nationales d'intégration plus efficace de la prévention des risques biotechnologiques dans les SPANB ainsi que dans les plans et processus de développement.

A. *État actuel d'intégration de la prévention des risques biotechnologiques dans les stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique et les politiques et les plans nationaux de développement*

7. Plusieurs pays dont l'Afrique du Sud, le Bélarus, le Cambodge, le Cameroun, la Guyana, l'Inde, le Libéria, le Mexique, l'Ouganda, la République de Moldavie et Sainte-Lucie ont inclus la prévention des risques biotechnologiques dans leurs premiers SPANB et/ou SPANB révisés tandis que quelques pays comme le Cameroun, la Malaisie et le Mexique ont inclus les considérations de prévention des risques biotechnologiques dans leurs politiques, plans et programmes nationaux de développement.

8. Au Cambodge, la prévention des risques biotechnologiques et la biotechnologie ont été parmi les 17 thèmes du premier SPANB bien qu'elles n'aient pas été aussi détaillées que dans le Plan d'action 2010-2014 pour les risques biotechnologiques et la biotechnologie moderne. De plus, le nouveau projet de SPANB révisé ne couvre pas de manière exhaustive les questions liées à la prévention des risques biotechnologiques et à la biotechnologie.

9. Au Cameroun, la deuxième stratégie et le deuxième plan d'action nationaux pour la diversité biologique (2012) intègrent les questions liées à la biosécurité et les considèrent comme une priorité pour la sauvegarde des écosystèmes et des espèces et ils préconisent l'élaboration d'une stratégie et d'un programme pour combattre et empêcher les espèces biologiques envahissantes (Objectif 7.1). La stratégie sectorielle du ministère de l'environnement et le plan national de développement font également des questions liées à la biosécurité une priorité. De plus, le Plan national II de gestion de l'environnement (2011), qui donne l'orientation des instruments stratégiques clés sur l'environnement, accorde la priorité à la prévention des risques biotechnologiques en tant que sous-composante. Ces documents de politique générale et instruments juridiques ont en grande partie donné l'élan et la justification à l'intégration des considérations de prévention des risques biotechnologiques dans plusieurs stratégies et plans nationaux de développement liés à la diversité biologique. Dans le cadre du processus d'intégration des SPANB, qui fournit le mandat de politique générale, la biosécurité est censée recevoir une attention et un appui accrus au sein des processus de prise de décisions au Cameroun.

10. En Inde, la prévention des risques biotechnologiques fait partie intégrante de plusieurs documents de politique générale comme la Politique nationale 2006 sur l'environnement (NEP), la Politique nationale 2007 pour les agriculteurs, le Plan d'action national pour la diversité biologique (2008), la Politique du commerce extérieur (2008), la Politique nationale sur la gestion des catastrophes (2009) et la Stratégie nationale II en matière de biotechnologie (2014). Ces politiques et programmes sont appuyées par des législations et directives.

11. Au Libéria, la prévention des risques biotechnologiques a été intégrée dans les premiers SPANB et incorporée dans les nouveaux SPANB révisés. A cet égard, elle pourrait être considérée comme une importante question nationale de développement. Toutefois, ce qui importe est la volonté politique de fournir un appui budgétaire pour mettre en oeuvre la SPANB elle-même font la prévention des risques biotechnologiques fait partie intégrante. La première SPANB n'a guère reçu d'appui et la prévention des risques biotechnologiques a souffert le même sort.

12. En Malaisie, la prévention des risques biotechnologiques a toujours fait partie de la politique nationale 1996 pour la diversité biologique qui contient les SPANB. Elle a maintenant été intégrée dans

le plan national de développement. Depuis 2014, une dotation en ressources a été fournie par l'Etat dans le 10e Plan malaisien de développement pour l'application de la loi de 2007 sur la prévention des risques biotechnologiques en sus du budget de fonctionnement annuel alloué au Département de la prévention des risques biotechnologiques depuis qu'il a été créée en 2008. A l'heure actuelle, la politique nationale de diversité biologique est en cours de révision et elle devrait être achevée d'ici à l'année prochaine. Cela offre l'occasion de mettre en relief le rôle de la prévention des risques biotechnologiques et lui permettre de mobiliser les ressources financières nécessaires.

13. Au Mexique, la prévention des risques biotechnologiques a été incorporée dans les SPANB depuis 2000 et elle est prise en compte dans les stratégies antérieures et actuelles en matière de diversité biologique. Le Mexique a une loi nationale opérationnelle sur la prévention des risques biotechnologiques et une commission nationale sur la prévention des risques biotechnologiques appelée CIBIOGEM (Commission intersecrétariats sur la prévention des risques biotechnologiques des organismes génétiquement modifiés), qui est chargée de coordonner les politiques publiques sur les OVM. La prévention des risques biotechnologiques est explicitement mentionnée dans le plan national pour l'environnement en rapport avec le suivi des OVM et les activités d'évaluation des risques ainsi que dans le plan agricole national, la mise au point sécurisée de biotechnologies (y compris la biotechnologie moderne) pour contribuer à la production agricole étant explicitement mentionnée comme étant un objectif stratégique. Les correspondants nationaux pour la CDB et le Protocole de Cartagena doivent travailler en étroite coordination pour veiller à ce que les activités de prévention des risques biotechnologiques complètent les objectifs des SPANB. Des progrès ont certes été accomplis dans ce domaine mais des efforts continus sont nécessaires pour harmoniser les politiques de divers secteurs.

14. En Moldavie, le nouveau projet de SPANB intègre les questions de prévention des risques biotechnologiques et décrit plusieurs mesures à prendre dans le court, moyen et long terme qui sont conformes au Protocole de Cartagena et à son Plan stratégique. Les questions et mesures décrites dans la SPANB portent sur le renforcement des capacités et les procédures d'évaluation/de gestion des risques, les installations de détection en laboratoire d'OVM, le suivi et l'inspection, l'intégration de considérations socioéconomiques dans la prise de décisions, la mise en place de mécanismes financiers pour la responsabilité et la réparation ainsi que l'information publique et la transparence dans la prise de décisions.

15. Au Nigéria, une politique de prévention des risques biotechnologiques est en place et le Parlement a été saisi d'un projet de loi sur la prévention des risques biotechnologiques. La promulgation d'une telle loi garantira l'intégration de cette prévention dans le système national et lui attribuera des fonds spécifiques dans le budget national. Désireux d'intégrer davantage la prévention des risques biotechnologiques dans le système national, le Conseil national sur l'environnement a autorisé tous les États à créer un service de prévention des risques biotechnologiques. Les instituts qui ont les moyens d'exécuter des activités de biotechnologie moderne ont par ailleurs été invités à créer des comités institutionnels de prévention des risques biotechnologiques et à les faire accréditer. Les agences et les ministères du gouvernement fédéral qui ont des fonctions liées à la prévention des risques biotechnologiques ont également mis en place de tels services et une identification d'utilisateur du CEPRB leur a été attribuée. Le SPANB a saisi le système national de prévention des risques biotechnologiques dont la gestion est dévolue au ministère fédéral de l'environnement.

16. En Afrique du Sud, l'élaboration de la SPANB actuelle a été sous-tendue entre autres choses par les préoccupations au sujet des impacts négatifs possibles de la plantation étendue de cultures OVM sur la diversité biologique riche et unique en son genre du pays, la nécessité de renforcer la législation, la prise de décisions, le suivi et l'application, la nécessité d'adopter une approche de précaution pour ce qui est de la libération d'OVM dans l'environnement, en particulier dans les aires prioritaires de diversité biologique, et la nécessité d'harmoniser la politique et la législation entre et parmi les secteurs. Ces

facteurs ont eu pour résultat l'élaboration d'une SPANB qui vise notamment à garantir l'adoption de mesures de gestion et de contrôle efficaces pour ainsi réduire au minimum les risques potentiels que posent pour la diversité biologique les organismes vivants modifiés (OVM). La SPANB inclut les activités spécifiques suivantes : i) garantir une coopération et une coordination institutionnelle pour gérer les risques potentiels que posent les OVM; ii) élaborer et appliquer des mesures efficaces de gestion et de contrôle des activités potentiellement à risques liées aux OVM; et iii) échanger des informations et fournir un appui pour garantir l'adoption et l'application des normes les plus élevées de prévention des risques biotechnologiques afin de minimiser les risques associés aux OVM. Le chapitre 5 du plan national de développement prévoit également la viabilité et la résilience de l'environnement et il met en relief la nécessité d'accroître les investissements dans de nouvelles technologies agricoles, la recherche et le développement de stratégies d'adaptation pour la protection des moyens de subsistance en milieu rural et l'expansion de l'agriculture commerciale. Un effort est fait pour amener d'autres ministères concernés comme le Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche (DAFF), le Ministère de la science et de la technologie (DST) et d'autres importantes parties prenantes à gérer les questions de prévention des risques biotechnologiques. Cette collaboration a favorisé la prise en compte de la prévention des risques biotechnologiques dans d'autres secteurs, l'attribution de budgets nationaux par différentes autorités pour la prévention des risques biotechnologiques et l'application de lois liées à la prévention des risques biotechnologiques pour renforcer la protection de l'environnement.

17. À Sainte-Lucie, la prévention des risques biotechnologiques a été incorporée dans le projet de deuxième SPANB (2014-2020), ce qui facilitera la mise en place de systèmes de gestion efficace de la prévention des risques biotechnologiques. Elle est également incorporée dans des plans d'élaboration d'une Initiative pour une économie verte pour faire avancer le développement socioéconomique, les systèmes de réglementation de la prévention des risques biotechnologiques étant jugés essentiels pour l'application sûre de la biotechnologie moderne. Le plan national de développement contiendra la stratégie et le plan d'action révisés pour la diversité biologique qui contient des plans pour une gestion efficace de la prévention des risques biotechnologiques.

18. Au Royaume-Uni, l'importance de la prévention des risques biotechnologiques est reconnue dans divers documents d'orientation. L'inclusion de plans de prévention des risques biotechnologiques dans la stratégie nationale pour la diversité biologique a contribué à faire prendre davantage conscience des mesures nécessaires pour appuyer une utilisation sûre et responsable des organismes génétiquement modifiés.

19. Au Zimbabwe, les questions liées à la prévention des risques biotechnologiques n'ont pas été reconnues comme des éléments essentiels dans la première SPANB et les fonds alloués pour la Convention sur la diversité biologique ne couvraient pas les activités de prévention des risques biotechnologiques. Toutefois, dans la nouvelle SPANB révisée, ces questions ont été intégrées et on espère que des fonds leur seront alloués dans le cadre du portefeuille de la diversité biologique.

B. Principaux obstacles à l'intégration de la prévention des risques biotechnologiques dans les SPANB et les plans nationaux de développement

20. Les obstacles à l'intégration de la prévention des risques biotechnologiques dans les SPANB et les plans nationaux de développement varient d'un pays à l'autre. Au Cambodge, le principal obstacle est que la prévention des risques biotechnologiques recoupe certes plusieurs secteurs (agriculture, santé, écologie, socioéconomie et environnement) mais limitée est la coordination entre les parties prenantes de ces secteurs.

21. En Malaisie, le principal obstacle ces dernières années a été la résistance opposée par l'industrie à la réglementation des OVM, qui voulait que la loi sur la prévention des risques biotechnologiques soit

abrogée. Toutefois, après qu'un dialogue cohérent qui a traité de manière adéquate toutes les questions soulevées, l'industrie a fini par accepter la loi, laquelle est actuellement appliquée avec souplesse. Le manque de fonds suffisants pour la prévention des risques biotechnologiques a lui aussi été un sérieux obstacle mais, depuis que la loi de 2007 sur la prévention des risques biotechnologiques a été promulguée, les pouvoirs publics ont alloué des fonds dans le budget national pour son application.

22. Au Mexique, les principaux obstacles comprennent le manque de coordination et d'harmonisation efficaces des instruments et politiques juridiques liées à la prévention des risques biotechnologiques, en raison principalement des visions/objectifs non alignées et du manque d'échange d'informations. Un autre obstacle est la pénurie de ressources humaines qualifiées et la lourde charge de travail des correspondants nationaux qui limite la capacité qu'ils ont de fournir des informations aux secteurs concernés et de collecter et compiler leurs opinions.

23. Au Nigéria, le principal obstacle est l'absence d'une loi nationale sur la prévention des risques biotechnologiques qui a rendu difficile l'obtention de fonds pour la prévention des risques biotechnologiques dans le budget national.

24. Au Pakistan, le mécanisme de prévention des risques biotechnologiques doit être amélioré pour ce qui est des aspects suivants : renforcement des laboratoires de biorecherche d'intérêts commerciaux; amélioration de l'évaluation des risques de cas spécifiques conformément au Protocole de Cartagena; renforcement de la capacité qu'ont les institutions de réglementation de vérifier physiquement les données de prévention des risques biotechnologiques des entreprises candidates avant de permettre la libération de cultures génétiquement modifiées; création d'institutions de réglementation au niveau des provinces; et participation continue des médias et du public au moyen d'ateliers de formation et de sensibilisation sur la prévention des risques biotechnologiques.

25. En Afrique du Sud, le principal obstacle à l'intégration de la prévention des risques biotechnologiques dans les SPANB est le fait que les autorités chargées des questions liées à cette prévention ne relèvent pas des autorités environnementales. C'est pourquoi il est nécessaire d'intégrer la prévention des risques biotechnologiques non seulement dans les SPANB mais aussi dans les plans et politiques d'autres secteurs comme l'agriculture, la science et la technologie ainsi que le commerce et l'industrie. Un autre obstacle est l'absence d'une dotation de fonds spécifique pour la prévention des risques biotechnologiques dans le budget national du FEM pour la diversité biologique. Par conséquent, les questions liées à la prévention des risques biotechnologiques ne font pas forcément l'objet de ressources suffisantes.

26. Au nombre des autres obstacles mentionnés durant le forum de discussions en ligne figurent le manque d'appui politique au niveau de politique générale, en particulier dans les cas où il n'a pas été possible de démontrer que la prévention des risques biotechnologiques a un impact marqué sur l'économie et la société dans le court à moyen terme. A cet égard, il a été suggéré qu'une bonne stratégie pour surmonter cet obstacle consiste à établir le cas échéant des liens entre la prévention des risques biotechnologiques et d'autres questions et priorités nationales comme la réduction de la pauvreté, l'investissement étranger direct pour la recherche et la production biotechnologiques, et l'adaptation aux changements climatiques.

C. Avantages potentiels de l'intégration de la prévention des risques biotechnologiques dans les plans et politiques pertinents

27. Les participants au forum de discussions en ligne ont recensé plusieurs avantages potentiels qu'a l'intégration de la prévention des risques biotechnologiques dans les SPANB et les plans nationaux de développement. Il a notamment été noté que cette intégration :

- a) améliorerait le profil et la visibilité des questions liées à la prévention des risques biotechnologiques au niveau national et aiderait à préciser le rôle de la prévention des risques biotechnologiques dans la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique et dans la promotion du développement durable;
- b) renforcerait le profil, la visibilité et la prise de conscience des mesures à prendre à l'appui d'une utilisation sûre et responsable des organismes vivants modifiés (mesures de prévention des risques biotechnologiques);
- c) accroîtrait la prise de conscience de la conservation de la diversité biologique dans l'élaboration et l'exécution d'activités de biotechnologie moderne;
- d) renforcerait les possibilités de mobiliser des ressources en interne et en externe; elle aiderait par exemple à obtenir des fonds budgétaires nationaux consacrés à la prévention des risques biotechnologiques et à mobiliser une aide extérieure³;
- e) aiderait à maximiser l'utilisation des ressources disponibles et à obtenir un plus grand appui des parties prenantes concernées;
- f) aiderait à faire en sorte que soient sérieusement prises en compte les questions liées à la prévention des risques biotechnologiques, y compris le financement qui appuie la durabilité à long terme;
- g) encouragerait les projets de recherche conjoints qui pourraient aider à gérer les espèces exotiques envahissantes, les événements OGM non approuvés et gérer d'une meilleure façon les projets de recherche sur la biotechnologie;
- h) faciliterait la coordination et favoriserait la synergie avec les travaux et les activités de départements gouvernementaux sectoriels et les rendrait plus efficaces tout en renforçant la responsabilité conjointe.

28. L'intégration de la prévention des risques biotechnologiques dans les SPANB et les politiques, plans et programmes nationaux de développement créerait également une plateforme :

- a) pour sensibiliser aux impacts positifs et négatifs possibles des OVM sur la diversité biologique;
- b) pour s'assurer que la prévention des risques biotechnologiques est considérée comme une des principales priorités nationales dans le cadre des discussions et actions au niveau national concernant la politique de développement durable;
- c) pour répondre à la nécessité de renforcer la législation, la prise de décisions, le suivi et l'application;
- d) pour adopter une approche de précaution concernant la libération des OVM dans l'environnement, en particulier dans les aires de diversité biologique prioritaires;
- e) pour harmoniser la politique et la législation entre et parmi les secteurs;

³ Il a par exemple été noté que, au Cameroun, l'intégration des questions liées à la prévention des risques biotechnologiques dans le SPANB II, le Plan du secteur de l'environnement et le Plan national II de gestion de l'environnement a donné une magnifique occasion de mobiliser des ressources en interne. Ces deux dernières années, des fonds spécifiques ont été alloués dans le budget national pour les activités de prévention des risques biotechnologiques.

f) pour faciliter la dotation de ressources humaines et financières en faveur de la prévention des risques biotechnologiques dans le contexte de la gestion de la diversité biologique.

D. Outils, stratégies et approches pour intégrer la prévention des risques biotechnologiques dans les SPANB et les processus de planification, de financement et de mise en oeuvre du développement

29. Les gouvernements ont utilisé divers outils, méthodes et approches pour intégrer les considérations de prévention des risques biotechnologiques dans les SPANB et les politiques, plans et programmes nationaux de développement. Un participant a noté que les mêmes stratégies et approches utilisées pour intégrer les SPANB dans les plans nationaux de développement et autres plans sectoriels pourraient servir à intégrer la prévention des risques biotechnologiques dans les SPANB et les plans nationaux de développement également. De nombreux SPANB et plans nationaux de développement préconisent une évaluation environnementale, sanitaire et sociale appropriée de technologies ou interventions particulières, en particulier si elles ont un impact sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique. Quelques-uns ciblent les OVM comme par exemple la politique nationale de la Malaisie sur la diversité biologique, qui est en cours de révision. Ces évaluations font partie intégrante de l'application du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques. Dans l'étude des différentes manières de mieux intégrer la prévention des risques biotechnologiques dans les SPANB et les plans nationaux de développement, les résultats existants des travaux effectués dans le cadre du Protocole de Cartagena comme les "Orientations sur l'évaluation des risques des organismes vivants modifiés" élaborées par le groupe spécial d'experts techniques sur l'évaluation des risques et les forums pertinents de discussions en ligne devraient être utilisés. Les Orientations par exemple donnent aux Parties et à d'autres des orientations sur l'évaluation des risques, fournissant un document prêt à être utilisé et pratique. Ce type de document peut aider les Parties à faire en sorte que, lorsque la prévention des risques biotechnologiques est intégrée dans les SPANB et les plans nationaux de développement, elle l'est sur la base d'éléments clairs et informés.

30. Dans l'examen des stratégies et des approches de la manière d'intégrer la prévention des risques biotechnologiques dans les SPANB, il est important d'être également conscient de l'approche conceptuelle générale qui est appliquée pour la planification stratégique de la diversité biologique en vue de la réalisation des objectifs d'Aichi. Cette approche doit aussi être appliquée dans l'identification des activités appropriées de prévention des risques biotechnologiques qui contribuent à la réalisation de ces objectifs dans le pays. La synergie entre les activités de prévention des risques biotechnologique et de diversité biologique devrait être considérée comme une approche importante pour obtenir des résultats très efficaces.

31. Une stratégie clé consiste à identifier et à consulter/communiquer avec les personnes "appropriées" dans les ministères, départements ou agences afin de recenser les domaines prioritaires à intégrer et les points d'entrée potentiels. Des réunions consultatives et des ateliers pourraient être utilisés pour donner aux parties prenantes l'occasion de faire part de leurs opinions ou de valider ce qui a été compilé.

32. L'intégration de la prévention des risques biotechnologiques dans les SPANB et les plans nationaux de développement exigerait également une sensibilisation, un renforcement des capacités et un consensus des dirigeants ainsi que la volonté politique de faire de l'application du Protocole de Cartagena une des priorités nationales et, partant, de la couvrir dans les budgets nationaux.

33. Les Parties ont utilisé divers points d'entrée pour intégrer la prévention des risques biotechnologiques dans les SPANB et les plans nationaux de développement. En Malaisie, le développement de la biotechnologie dont la biotechnologie moderne a été identifié comme un important

élément moteur de l'économie. À mesure qu'on avance vers le développement de la biotechnologie moderne, un processus réglementaire pour en assurer la sécurité (biosécurité) a trouvé sa place dans le Plan national de développement mais pas sur un pied d'égalité avec la biotechnologie.

34. Au Cameroun, diverses approches stratégiques ont servi à intégrer la prévention des risques biotechnologiques dans les SPANB et les plans de développement. Une approche exhaustive est en cours d'adoption pour gérer les questions liées à la prévention des risques biotechnologiques. Les organismes vivants modifiés sont pris en compte parallèlement aux espèces exotiques envahissantes introduites ou indigènes et un solide lien a été établi entre les organismes vivants modifiés et la diversité biologique. La lutte contre les espèces biologiques envahissantes exige une approche pluridisciplinaire et l'accord de secteurs clés, ce qui a été obtenu par le biais du Comité consultatif national sur la prévention des risques biotechnologiques, lequel a pour mandat de donner des conseils sur les questions liées à la prévention des risques biotechnologiques et d'assurer le suivi de ces questions. La nature plurisectorielle du comité a pour beaucoup contribué à recevoir l'accord de divers secteurs et à bénéficier de la participation de secteurs concernés dont le secteur privé. Le ministère de l'environnement a, au moyen d'un mémorandum d'accord avec des secteurs clés, créé des groupes de travail qui sont installés dans les bureaux des ministères partenaires participants, y compris le ministère de l'agriculture, le ministère de la recherche scientifique et le ministère de l'enseignement supérieur (chargé des centres de recherche et des universités). La tendance observée est que les correspondants pour la diversité biologique dans ces ministères ont aussi été désignés correspondants pour la prévention des risques biotechnologiques chargés de gérer ces groupes de travail. Grâce à cette approche, les secteurs clés gèrent ensemble la suite à donner aux requêtes, exécutant des mesures de suivi et de contrôle conjointes, en particulier dans les essais de plein champ d'OVM. Des acteurs qui ne participent pas directement à ces organes clés ont également été impliqués par le biais du processus de consultation. Le SPANB II du Cameroun prévoit des indicateurs élaborés d'une manière générale pour tous les objectifs qui comprennent les objectifs pertinents en matière de biosécurité.

35. À Sainte-Lucie, des considérations de prévention des risques biotechnologiques seront incorporées dans les activités menées pour fabriquer des produits de la biotechnologie moderne alors que la pays cherche à protéger sa diversité biologique des impacts négatifs que pourraient avoir les organismes vivants modifiés. Le matériel à utiliser pour effectuer cette étude est le même que celui qui est nécessaire pour détecter les OGM. Par conséquent, ces considérations seront incorporées dans cette nouvelle entreprise. Tous ces faits nouveaux ont pour but d'améliorer le développement socio-économique de l'île. Un pays ne peut pas se tromper s'il utilise la stratégie pour intégrer la prévention des risques biotechnologiques dans les plans, programmes et politiques nationaux et il serait difficile pour les dirigeants politiques de répudier la place qu'occupe la prévention des risques biotechnologiques dans ces entreprises.

36. En Inde, pour veiller à ce que la développement de la biotechnologie n'aboutisse pas à des impacts négatifs imprévus, la Politique nationale d'environnement (NEP, 2006), la Stratégie-II nationale de biotechnologie (2014) et le Plan d'action national révisé pour la diversité biologique (NBAP, 2008) ont identifié les points d'intervention suivants pour une utilisation appropriée de technologies nouvelles :

- a) revoir les processus réglementaires pour les OVM de telle sorte que soient prises en compte toutes les connaissances scientifiques pertinentes et que soient bien gérées les préoccupations pour l'écologie, la santé et l'économie;
- b) revoir à intervalles périodiques les lignes directrices nationales pour la prévention des risques biotechnologiques et le Manuel des opérations en matière de prévention des risques biotechnologiques pour s'assurer qu'ils reposent sur des connaissances scientifiques modernes;

c) garantir la conservation de la diversité biologique et la santé humaine lorsque sont traités des OVM dans un mouvement transfrontière d'une manière conforme au Protocole multilatéral sur la prévention des risques biotechnologiques;

d) créer des mécanismes appropriés de responsabilité et de réparation pour internaliser les coûts environnementaux et pallier les préoccupations économiques au cas où des dégâts seraient causés à la diversité biologique;

e) créer des capacités nationales et sensibiliser le public à la conservation de la diversité biologique, en particulier dans le contexte d'une utilisation appropriée de technologies nouvelles comme les OVM.

37. Au Libéria, un outil important utilisé pour garantir la viabilité de l'environnement est la réalisation d'une évaluation des impacts environnementaux et sociaux. Les processus de prévention des risques biotechnologiques sont en très grande partie alignés sur cet outil, ce qui a grandement facilité l'intégration de la prévention des risques biotechnologiques dans le SPANB.

38. Au Mexique, la processus d'actualisation des SPANB est en cours comme en témoignent plusieurs séries de consultation avec les fonctionnaires compétents. Y participent des parties prenantes comme des établissements universitaires, des institutions, la société civile et les pouvoirs publics. Une série de mesures sont incorporées dans le SPANB, l'accent étant mis sur des domaines prioritaires comme la conservation et l'utilisation durable des ressources génétiques.

39. Au Nigéria, le document SPANB a été élaboré plus tôt sans l'incorporation des questions liées à la prévention des risques biotechnologiques. Il doit donc être réexaminé en détail et étoffé pour y incorporer la biotechnologie moderne et les activités de prévention des risques biotechnologiques. Bien que, dans le document antérieur, quelques projets spécifiques, activités et la méthodologie visaient à réduire la pauvreté, la création d'emplois, la viabilité de l'environnement et la création de richesses ont été mises en relief pour leur exécution. Maintenant que nous parlons de prévention des risques biotechnologiques (biotechnologie moderne), la plupart des activités recensées dans le document SPANB peuvent être étoffées pour y inclure la biotechnologie moderne afin d'accélérer l'actualisation des objectifs qui figurent dans le SPANB.

40. Au Royaume-Uni, les dirigeants et les pouvoirs publics reconnaissent l'importance de la diversité biologique et de la prévention des risques biotechnologiques, des mesures les protégeant ayant été mises en place depuis un certain temps déjà. On procède régulièrement à un examen des faits et des travaux avec des parties prenantes clés afin de recenser les mesures efficaces et pragmatiques qui sont appropriées pour le Royaume-Uni. L'importance de la prévention des risques biotechnologiques est reconnue au Royaume-Uni depuis un certain temps déjà, ce qui lui a permis d'être appuyée par des programmes de formation spécialisés, des qualifications et des informations, des orientations à l'appui de bonnes pratiques étant accessibles au public sur des sites Web. Il est nécessaire de reconnaître les impacts socioéconomiques importants et positifs que l'utilisation sûre et responsable de la technologie GM peut avoir. Cela est pris en compte dans la stratégie du Royaume-Uni pour la diversité biologique qui aborde au sens large les écosystèmes et leurs services. L'inclusion de la prévention des risques biotechnologiques dans cette stratégie continuera d'adopter une approche holistique et de bénéficier de la contribution d'une série de spécialistes.

41. An nombre des outils et mécanismes additionnels qui pourraient être créés pour concevoir des interventions en vue d'intégrer la prévention des risques biotechnologiques dans les SPANB et les plans nationaux de développement figurent les stratégies nationales de sensibilisation à la prévention des risques biotechnologiques pour accroître la prise de conscience de cette prévention chez les dirigeants et

dans le grand public. Les dirigeants et les organismes chargés de l'application des lois doivent être bien informés des questions liées à la prévention des risques biotechnologiques. Cela peut se faire régulièrement en organisant des réunions, des séminaires ou des ateliers.

42. Un autre mécanisme pourrait être la création de conseils nationaux pour la diversité biologique et la prévention des risques biotechnologiques où siègeraient des représentants de divers secteurs concernés.

43. Il serait également utile d'échanger des données d'expérience que d'autres pays utilisent pour incorporer la prévention des risques biotechnologiques dans leurs plans nationaux, ce qui pourrait donner la possibilité de créer un outil d'orientation fondé sur les expériences les plus pertinentes des Parties.

44. Enfin, il pourrait également s'avérer utile d'élaborer des critères minima que les Parties ont identifiés comme des jalons difficiles ou tout autre thème pertinent dans lequel il y a des questions communes pour lier les objectifs de diversité biologique et les considérations de prévention des risques biotechnologiques qui pourraient présenter un intérêt pour aider/illustrer/partager l'expérience avec les parties à la CDB et au Protocole de Cartagena. Des révisions périodiques des priorités nationales en matière de diversité biologique et de prévention des risques biotechnologiques pourraient également être recommandées pour en assurer la conformité avec les besoins réglementaires locaux ainsi que pour évaluer les activités en cours.

E. Mesures pour renforcer les capacités nationales d'intégration de la prévention des risques biotechnologiques dans les SPANB et les plans et processus nationaux de développement

45. Au forum de discussions en ligne, les participants ont souligné la nécessité de pouvoir compter sur des personnes qualifiées capables de travailler avec les autorités chargées des SPANB ou des plans nationaux de développement et de les convaincre. Il est également nécessaire de former des dirigeants clés aux notions fondamentales de la prévention des risques biotechnologiques, aux liens entre la prévention des risques biotechnologiques et la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique et à la manière dont la prévention des risques biotechnologiques peut être intégrée dans les SPANB et les politiques, plans et programmes nationaux de développement. Cibler les politiques et autres fonctionnaires de l'État pour le renforcement des capacités est sans aucun doute un objectif stratégique très important que les Parties désireuses d'améliorer l'application du Protocole de Cartagena pourraient souhaiter d'envisager. Il est par ailleurs essentiel de veiller à ce que, outre ses connaissances techniques indispensables, le personnel soit formé à la gestion participative communautaire afin qu'il puisse agir efficacement avec le public et gérer les questions socioéconomiques pertinentes.

46. Les participants ont identifiés quelques activités spécifiques qui pourraient être exécutées pour renforcer les capacités qu'ont les Parties d'intégrer la prévention des risques biotechnologiques dans les SPANB et les plans nationaux de développement. Il a notamment été noté qu'il est nécessaire de former des administrateurs, des dirigeants (y compris des parlementaires et des membres des comités nationaux de prévention des risques biotechnologiques notamment) et d'autres experts (techniciens de laboratoires, inspecteurs sur pied, etc.) et de sensibiliser le grand public aux questions liées à la prévention des risques biotechnologiques. La formation de dirigeants clés et d'autres fonctionnaires de l'État revêt une importance stratégique. Elle aiderait à faire en sorte que les activités de prévention des risques biotechnologiques soient bien intégrées dans les plans et processus nationaux de développement. Elle aiderait également à faire en sorte que les délibérations et décisions prises, par les comités nationaux de prévention des risques biotechnologiques par exemple, soient bien éclairées.

47. Quelques participants ont également donné à entendre qu'un document d'orientation générique sur l'intégration de la prévention des risques biotechnologiques dans les SPANB et les plans nationaux de développement peut s'avérer nécessaire. Un tel document devrait contenir des faits et des arguments limpides qui peuvent convaincre dirigeants et autres autorités.

48. Une stratégie nationale de création de ressources humaines dans le domaine de la prévention des risques biotechnologiques est vitale. L'application de cette prévention nécessite un personnel qualifié capable de gérer des questions complexes comme l'évaluation des risques et la gestion des risques. Il est nécessaire d'exécuter des projets et programmes de création de capacités en matière de prévention des risques biotechnologiques afin de former un groupe de personnes qualifiée. Les décideurs doivent comprendre que la prévention des risques biotechnologiques n'est pas une matière abstraite mais bien un domaine important qui est inextricablement lié au développement socioéconomique des pays et que, en tant que telle, elle lui donne le type d'importance et de priorité qu'elle mérite.

49. Au niveau institutionnel, les structures et responsabilités administratives devraient être revues dans le temps et des experts invités à l'appui de l'exécution des plans d'action pour la prévention des risques biotechnologiques recensés dans les SPANB. La création de cadres institutionnels rationnels et de mécanismes de coordination aiderait à faire en sorte que les considérations de prévention des risques biotechnologiques soient pleinement intégrées et prises en compte dans différentes activités, projets et programmes de mise en oeuvre des SPANB.

II. MOBILISATION DE RESSOURCES ADDITIONNELLES À L'APPUI DE L'APPLICATION DU PROTOCOLE DE CARTAGENA

50. Durant le "Forum en ligne sur l'application du Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques", les participants ont partagé leurs expériences et fait un certain nombre d'observations concernant les questions de mobilisation de ressources additionnelles pour l'application du Protocole. Il a notamment été noté que :

a) la mobilisation de ressources pour les activités de prévention des risques biotechnologiques, auprès de sources internes et externes, est devenue de plus en plus difficile ces dernières années. Dans nombre de pays, les organismes de réglementation chargés de la prévention des risques biotechnologiques ont des fonds en quantité limitée pour de telles activités;

b) Dans de nombreux pays, il est indispensable de mettre en place une politique de prévention des risques biotechnologiques et de promulguer une loi sur la prévention des risques biotechnologiques afin de pouvoir obtenir dans le budget national des fonds destinés à ces activités. La promulgation d'une telle loi prépare la voie à l'inclusion dans ce budget d'un poste pour les activités liées à la prévention des risques biotechnologiques qui relèvent des ministères/organismes concernés. En l'absence d'une loi, il est extrêmement difficile de faire allouer dans le budget national des fonds pour la prévention des risques biotechnologiques. C'est ainsi par exemple que l'Inde, la Malaisie et le Mexique ont signalé que, suite à la promulgation de leurs lois nationales sur la prévention des risques biotechnologiques, des budgets spécifiques sont alloués chaque année pour l'exécution d'activités arrêtées dans ces lois;

c) Il importe également d'intégrer la loi sur la prévention des risques biotechnologiques dans les plans nationaux de développement comme les stratégies de développement économique et de réduction de la pauvreté. Lorsque la prévention des risques biotechnologiques est pleinement intégrée dans le processus de planification national, il se peut qu'elle fasse l'objet d'une dotation de fonds dans le budget national;

d) Si les activités de prévention des risques biotechnologiques sont intégrées dans les SPANB et autres plans nationaux de développement, elles seront de plus en plus reconnues et priorisées. Elles peuvent aussi bénéficier de fonds autres que ceux alloués dans le budget national comme par exemple les fonds alloués par le FEM;

e) La sensibilisation à l'importance de la prévention des risques biotechnologiques et du Protocole de Cartagena, en particulier parmi les dirigeants et les décideurs, est cruciale. La mobilisation d'un appui politique en faveur de la prévention des risques biotechnologiques pourrait en fin de compte se solder par des affectations budgétaires favorables. Tout doit être fait pour fournir en temps opportun aux dirigeants et à toutes les parties prenantes des informations précises;

f) Tout doit être fait pour identifier les "champions de la prévention des risques biotechnologiques" et les faire participer à la prise de conscience et à une plus grande compréhension par les dirigeants et le grand public de la nécessité de faire en sorte que la biotechnologie moderne soit développée et appliquée d'un manière sûre et soucieuse de l'environnement;

g) Il est important de lier la prévention des risques biotechnologiques aux questions revêtant un intérêt national ou aux priorités de l'État de manière à attirer l'attention des dirigeants. C'est ainsi par exemple que les fonctionnaires concernés devraient démontrer à quel point la prévention des risques biotechnologiques est cruciale pour garantir l'application sans danger de la biotechnologie moderne à des fins de développement socioéconomique, maximisant ainsi les avantages de la technologie tout en sauvegardant la santé humaine et animale et l'environnement de ses risques potentiels;

h) Il est également nécessaire de travailler avec la société civile, le monde universitaire, les jeunes, l'homme de la rue et les organismes de financement pour les convaincre que l'application du Protocole doit être considérée comme une priorité nationale et qu'elle est inextricablement liée au développement et à la sécurité du pays.

51. Plusieurs participants ont également souligné la nécessité de continuer à recevoir l'appui du mécanisme de financement du Protocole, à savoir le Fonds pour l'environnement mondial. Il a été noté que de nombreux pays n'ont pas encore finalisé l'élaboration de leur cadre national pour la prévention des risques biotechnologiques ou promulgué leur loi sur la prévention des risques biotechnologiques, ce qui, comme indiqué ci-dessus, est crucial pour obtenir du budget national des fonds pour les activités de prévention des risques biotechnologiques.

III. RÉSULTATS DE LA DIXIÈME RÉUNION DU GROUPE DE LIAISON SUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS POUR LA PRÉVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES ET RECOMMANDATIONS DE LA CINQUIÈME RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SPÉCIAL À COMPOSITION NON LIMITÉE SUR L'EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE

52. À sa dixième réunion tenue à Budapest du 7 au 9 avril 2014, le Groupe de liaison sur le renforcement des capacités pour la prévention des risques biotechnologiques a examiné la question du renforcement des capacités pour l'intégration de mesures nationales d'application du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques dans les stratégies et plans d'actions nationaux pour la diversité biologique et les politiques et plans nationaux de développement ainsi que pour la mobilisation de ressources additionnelles à l'appui de l'application du Protocole au niveau national.

53. Les membres du groupe de liaison ont noté qu'il y avait un certain nombre d'obstacles en matière de ressources humaines et institutionnelles à l'intégration de la prévention des risques biotechnologiques dans les SPANB et les plans nationaux de développement et que ces obstacles créaient des limitations dans les domaines suivants :

a) Communication entre et parmi divers ministères et départements et autres parties prenantes, en particulier la communication entre les correspondants nationaux pour le Protocole de Cartagena et la Convention, et les correspondants opérationnels du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) lorsque ceux-ci se trouvent dans différentes institutions;

b) Coordination entre les ministères et départements concernés pour permettre des approches intégrées, cohérentes et coordonnées en matière d'application du Protocole de Cartagena et de la Convention;

c) Coopération (et, dans certains cas, concurrence) entre les institutions chargées de la prévention des risques biotechnologiques et d'autres départements sectoriels et intersectoriels;

d) Disponibilité de ressources humaines dotées de aptitudes et compétences nécessaires; dans la plupart des pays, très limité est le nombre de fonctionnaires qui se consacrent à la prévention des risques biotechnologiques et la plupart d'entre eux s'occupent d'activités réglementaires et n'ont guère de temps pour se livrer à des activités de vulgarisation;

e) Les compétences en matière de communication, d'éducation et de négociation des correspondants nationaux pour le Protocole et leur capacité de convaincre d'autres secteurs de la pertinence de la prévention des risques biotechnologiques pour leurs travaux et d'améliorer le profil de cette prévention;

f) Prise en compte de la prévention des risques biotechnologiques dans d'autres objectifs et priorités nationaux concurrents; dans nombre de pays, la prévention des risques biotechnologiques n'est pas encore considérée comme il se doit comme une des principales priorités nationales;

g) Disponibilité limitée de fonds et d'autres ressources pour des activités de prévention des risques biotechnologiques.

54. Après des discussions approfondies, le groupe de liaison est arrivé aux observations et suggestions de caractère général suivantes :

a) Il est nécessaire de faire des efforts concertés et coordonnés pour promouvoir à tous les niveaux des approches intégrées, cohérentes et coordonnées d'application de la Convention et de ses Protocoles, c'est-à-dire le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques et le Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages;

b) La prévention des risques biotechnologiques devrait être intégrée dans les SPANB et, selon qu'il convient, dans d'autres politiques, plans et programmes sectoriels et intersectoriels (y compris l'agriculture, la sylviculture, la pêche, la santé, l'environnement, la science et la technologie, le commerce et l'industrie, et d'autres) et ne pas être uniquement limitée aux documents cadres nationaux sur la prévention des risques biotechnologiques, étant donné que le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques a été adopté comme un traité selon la Convention et qu'il y a dans cette Convention des dispositions concernant les organismes vivants modifiés, notamment les articles 8 g) et 19.4), que toutes les Parties sont tenues d'appliquer;

c) Les correspondants nationaux du Protocole de Cartagena ont un rôle crucial à jouer dans la promotion de la prise de conscience de l'importance Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques parmi les principaux dirigeants et décideurs (y compris les membres du cabinet, les parlementaires, les fonctionnaires de rang supérieur dans les ministères et départements concernés, les correspondants opérationnels du FEM et d'autres parties prenantes) et pour obtenir leur

appui et leur engagement en vue de veiller à ce que la prévention des risques biotechnologiques soit dûment prise en compte dans les SPANB, les plans nationaux de développement, les budgets, les programmes de coopération au développement et d'autres processus;

d) Une communication, une coordination et une coopération efficaces entre et parmi différents ministères et départements et d'autres parties prenantes, en particulier entre les correspondants nationaux pour le Protocole et la Convention et les correspondants opérationnels du FEM sont indispensables pour faciliter l'intégration de la prévention des risques biotechnologiques dans les SPANB, les plans nationaux de développement et autres politiques, plans et programmes sectoriels et intersectoriels;

e) Il est nécessaire d'avoir un solide programme de vulgarisation ciblant les principaux dirigeants, le grand public et d'autres parties prenantes, similaire à celui qui a été mis sur pied pour la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, afin de faire prendre davantage conscience des questions liées à la prévention des risques biotechnologiques parmi d'autres questions et objectifs prioritaires au niveau du pays ainsi que des liens entre la prévention des risques biotechnologiques et les objectifs nationaux du développement durable dont la sécurité alimentaire, la recherche-développement et la viabilité de l'environnement;

f) Il est possible de tirer des enseignements utiles éventuels d'autres processus comme les processus en cours d'intégration des stratégies de réduction des risques de catastrophes/systèmes d'alerte rapide et des mesures d'adaptation aux changements climatiques dans les politiques, plans et programmes nationaux de développement durable et de réduction de la pauvreté;

g) Tout doit être mis en oeuvre pour promouvoir une approche intégrée d'application de la Convention et de ses Protocoles, à commencer par la cinquième réunion du GETEA et la dix-huitième réunion de l'OSASTT. La session extraordinaire programmée sur l'application du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques qui doit se tenir durant la septième réunion de la CdP-RdP ainsi que la session extraordinaire informelle qui doit se tenir durant la douzième réunion de la Conférence des Parties pour examiner les possibilités et les obstacles concernant la réalisation du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique et de ses objectifs d'Aichi offrirait également des occasions de haut niveau uniques en leur genre de partager des expériences et d'examiner la marche à suivre pour intégrer la prévention des risques biotechnologiques dans les SPANB et les plans nationaux de développement, et de mobiliser un appui et un engagement politiques pour cet important processus.

55. Ayant tenu compte des recommandations de la dixième réunion du groupe de liaison qui figurent dans le document UNEP/CBD/BS/LG-CB/10/2, le Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'examen de l'application de la Convention sur la diversité biologique a, à sa cinquième réunion (WGRI-5), dans sa recommandation 5/2 intitulée "Améliorer l'efficacité des structures et des processus de la Convention et de ses Protocoles"⁴, conseillé à la Conférence à sa douzième réunion d'adopter les décisions suivantes en rapport avec les liens et l'application synergique du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques et de la Convention sur la diversité biologique :

1. *Recommande* que, à l'avenir, le segment de haut niveau de la Conférence des Parties soit considéré comme un segment de haut niveau de la Convention et de ses Protocoles;
2. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour de ses futures réunions un point sur les méthodes intégrées d'application de la Convention et de ses Protocoles;

⁴ Document UNEP/CBD/COP/12/4

3. *Décide* d'ajouter un point permanent intitulé "Rapport sur la mise en œuvre du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques et l'application de l'article 8 g) de la Convention" à l'ordre du jour de ses réunions périodiques, afin d'examiner les principaux résultats de la réunion précédente des Parties au Protocole de Cartagena⁵ et la situation générale au titre du Protocole de Cartagena, en vue de favoriser les synergies et l'intégration;

4. *Décide*, sur la base du plan établi par le Secrétaire exécutif et à la lumière de l'examen de cette question par la septième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena, que la treizième réunion de la Conférence des Parties se tiendra sur une période de deux semaines qui comprendra également les réunions de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya et au Protocole de Cartagena, de la manière indiquée à l'annexe I⁶ de la présente décision;

14. *Prie en outre* le Secrétaire exécutif d'étudier la possibilité, y compris ses coûts, de tenir des réunions préparatoires régionales avant les réunions parallèles de la Conférence des Parties et des réunions des Parties aux Protocoles, et de soumettre un rapport au Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'examen de l'application de la Convention à sa sixième réunion, ou à l'organe subsidiaire chargé de l'application de la Convention qui pourrait être établi conformément au paragraphe 7 ci-dessus;

15. *Invite* le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement à envisager de renforcer la participation des bureaux régionaux du Programme des Nations Unies pour l'environnement à l'appui des efforts déployés par les Parties pour respecter leurs engagements envers la Convention et ses Protocoles;

16. *Encourage* les Parties à intégrer la prévention des risques biotechnologiques ainsi que l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages dans les stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique, les plans nationaux de développement et autres politiques, plans et programmes sectoriels et intersectoriels pertinents, selon que de besoin, en tenant compte des circonstances, des lois et des priorités nationales;

17. *Prie* le Secrétaire exécutif, dans la limite des ressources disponibles :

a) de faire une évaluation des besoins en termes de capacités et des lacunes en matière de compétences des Parties pour ce qui est de l'intégration de la prévention des risques biotechnologiques ainsi que des questions liées à l'accès aux ressources génétiques et au partage des avantages dans les stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique et dans les plans nationaux de développement, afin d'adapter les mesures de renforcement des capacités sur la base des besoins des Parties;

b) d'organiser des ateliers régionaux pour les correspondants nationaux du Protocole de Cartagena, du Protocole de Nagoya et de la Convention, ainsi que pour les communautés autochtones et locales et pour les parties prenantes concernées, afin qu'ils puissent faire part de leurs expériences et des enseignements tirés quant à l'intégration de

⁵ Note : si le paragraphe 4 de ce projet de décision est adopté, il ne s'appliquerait pas à la treizième réunion puisqu'il n'y aurait pas une telle "réunion précédente".

⁶ L'annexe sera élaborée par la Conférence des Parties sur la base du plan établi par le Secrétaire exécutif en application du paragraphe 1b) de la recommandation 5/2 du GETEA.

la prévention des risques biotechnologiques et de l'accès et du partage des avantages dans les stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique;

18. *Encourage* les Parties et les autres gouvernements, selon que de besoin et conformément aux circonstances et priorités nationales, à renforcer les mécanismes nationaux de coordination pour favoriser une méthode coordonnée d'application de la Convention et de ses Protocoles ainsi que d'autres conventions relatives à la diversité biologique et des autres conventions de Rio.

56. Les Parties au Protocole souhaiteront peut-être prendre note des recommandations susmentionnées lors de leurs délibérations pendant la session extraordinaire.

IV. CONCLUSIONS ET OBSERVATIONS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL

57. On trouvera ci-après quelques-unes des observations de caractère général qui se sont dégagées du forum de discussions en ligne :

a) Depuis son entrée en vigueur en 2013, le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques a dans l'ensemble été appliqué de manière indépendante de son traité père (la Convention sur la diversité biologique) et non pas comme un traité créé pour réaliser des aspects spécifiques de la Convention. Il est de toute évidence nécessaire de revoir l'approche actuelle et de chercher les moyens de favoriser les synergies et les liens entre ce Protocole et la Convention aux niveaux national comme international et de veiller à ce que le Protocole ne soit pas traité comme un traité entièrement international indépendant de la Convention;

b) Les SPANB sont d'importants documents de politique générale qui, s'ils sont établis d'une manière exhaustive et participative et avec le soutien de diverses parties prenantes, pourraient faciliter une approche intégrée et coordonnée en matière d'application de la Convention sur la diversité biologique et de ses Protocoles au niveau national. Une telle approche aiderait à minimiser les doubles emplois, à améliorer les synergies et à promouvoir l'utilisation efficace des ressources disponibles. Il est donc crucial que des activités d'application du Protocole de Cartagena fassent partie intégrante des SPANB;

c) L'intégration de la prévention des risques biotechnologiques peut s'avérer difficile mais elle est essentielle car très limitée est la prise de conscience de l'importance de la prévention des risques biotechnologiques. En outre, les intérêts concurrents de divers secteurs semblent inclure cette prévention lorsque surgissent des possibilités de l'intégrer au niveau national. Ceci dit, les organisations ou les institutions semblent prendre progressivement conscience de l'importance que revêt la prévention des risques biotechnologiques;

d) La sensibilisation et le renforcement des capacités sont essentiels pour assurer une intégration efficace de la prévention des risques biotechnologiques dans les SPANB et dans les politiques, plans et programmes nationaux de développement. Cela pourrait se faire au moyen notamment d'exposés à des réunions de haut niveau comme les sessions parlementaires, les communications au cabinet, les ateliers de formation, les programmes d'échange et la diffusion de matériels de sensibilisation;

e) Le processus d'intégration des considérations de prévention des risques biotechnologiques dans les SPANB et les plans nationaux de développement requiert des consultations constantes et l'engagement de diverses parties prenantes qui participent aux SPANB et aux processus nationaux de planification;

f) L'intégration de la prévention des risques biotechnologiques dans les SPANB et les plans nationaux de développement renforcerait le profil de cette prévention au niveau national et ouvrirait des voies pour son accès aux budgets nationaux et autres mécanismes de financement comme le FEM;

g) L'importance de la législation nationale sur la prévention des risques biotechnologiques facilite la reconnaissance au niveau national de la prévention des risques biotechnologiques comme étant une priorité et elle aide à accéder aux budgets nationaux.

58. La réunion des Parties au Protocole souhaitera peut-être, compte tenu des informations fournies dans la présente note, délibérer sur la question pendant la session extraordinaire afin de faire avancer l'application du Protocole. Elle souhaitera peut-être notamment inviter les Parties à intégrer dans les SPANB et les plans nationaux de développement des mesures pour l'application du Protocole de Cartagena, selon qu'il convient, et exhorter les correspondants nationaux à prendre des mesures propres à accroître la visibilité et la prise de conscience des questions liées à la prévention des risques biotechnologiques dans les autres politiques, plans et processus sectoriels et intersectoriels.
